

1^{er} mai : mobilisés pour l'emploi, les retraites, le pouvoir d'achat



Réussir notre révolution de l'âge

En ce début de XXI^e siècle, la France a franchi le seuil des 80 ans en matière d'espérance de vie totale. Ce sont des années gagnées, des années utiles pour soi-même et pour autrui, une conquête à laquelle notre modèle social, si décrié par la droite, n'est pas étranger. En même temps, l'allongement de la durée de la vie ne s'accompagne pas toujours d'une valorisation des individus qui vieillissent. Sur d'autres continents, vieillir est positif, symbole de sagesse et d'expérience. Mais dans la société du live et du in, les cheveux blancs, les rides, les années sont souvent ignorées, voire stigmatisées. Notre modernité, consciemment ou non, organise une véritable exclusion de l'âge et du grand âge. Telle est l'ambivalence du vieillissement, à la fois cadeau et discrimination. C'est aussi l'un des plus grands défis à relever par la puissance publique, celui du changement des conditions d'accès des seniors à l'autonomie, au logement, à la mobilité et aux soins, aux loisirs, ainsi que de leur indispensable financement. Ces enjeux seront au cœur du débat sur l'avenir des retraites. Les socialistes seront au rendez-vous des contre-propositions. Nous serons fermes sur nos valeurs et inventifs pour trouver des solutions

qui garantissent la pérennité et l'équité du système par répartition. Nous n'acceptons pas l'appauvrissement de nos aînés, qui enferme tant d'entre eux – et d'abord d'entre elles – dans des « minimum vieillesse » de quelques centaines d'euros par mois. Nous le ferons sans céder aux ultimatum. Le gouvernement cherche à dramatiser pour imposer ses décisions à sens unique dans l'urgence quand il faudrait, comme le demandent les organisations syndicales, prendre le temps d'une véritable négociation pour trouver les voies d'une réforme juste et viable dans la durée. À cet égard, la statistique ne saurait remplacer la politique : le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) est un élément parmi d'autres de l'évaluation financière et ne doit pas être instrumentalisé pour imposer des choix de société. Les salariés et les retraités ne peuvent pas être les seuls sur lesquels reposent tous les efforts. Réformer les retraites suppose d'introduire sans tarder de nouvelles ressources dans le système. Ce qui ne signifie pas de peser sans fin sur les salariés ni de diminuer les pensions.

Retrouvez la suite de la tribune de Martine Aubry,
parue dans *Le Monde* du 15/04, sur parti-socialiste.fr

L'AGENDA

28 avril

► Social

Une délégation du Parti reçoit les représentants de la CFDT pour discuter des grandes questions sociales dont l'avenir du système de retraites. Elle a reçu FO le 7 avril, la CGT le 21, suivront l'UNSA, la CGC et la CFTC au mois de mai.

27 avril

► Projet

Conseil national de la Convention « Nouveau modèle de développement économique, social et écologique ».

1^{er} mai

► Mobilisation

Les socialistes seront dans la rue aux côtés des salariés pour les défilés de la Fête du travail.



L'info en continu

Alain Vidalies, 09/04/10

Stress

« Le cas de France Télécom est exemplaire de l'accroissement inacceptable de la souffrance psychique de nombreux salariés. Le Parti socialiste dénonce la course effrénée vers le "travailler plus pour gagner plus" et défend une autre conception du travail, le "travailler mieux pour vivre mieux". Pour cela, il est impératif de lutter contre tous les types d'organisation du travail basés sur le stress ».

Pierre Moscovici, 11/04/10

Fin de règne

« Il y a une ambiance de fin de règne autour de Nicolas Sarkozy. Nous avons un président muré dans son palais avec quelques conseillers qui se comportent parfois de façon un peu ébouriffante ».

Arnaud Montebourg, 13/04/10

Coopératif

« Tous les candidats qui entreront dans le processus des primaires savent qu'ils devront travailler avec le vainqueur même si ce n'est pas eux le vainqueur. Ce n'est pas seulement un processus compétitif mais aussi coopératif ».

Michel Sapin, 13/04/10

Cotisations

« Nous refusons catégoriquement de reculer l'âge légal de départ à la retraite, qui obligerait à travailler plus un certain nombre de gens ayant pourtant le nombre d'années de cotisations nécessaire ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

4 milliards

C'est le montant de la dette sociale de l'État à l'égard des collectivités locales. Depuis 2004, il revient aux départements de prendre en charge le versement du RMI/RSA, de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH). Ce transfert de charges n'a pas été compensé financièrement par l'État. La fraude monte dans les départements dirigés par la gauche... comme parfois dans ceux gérés par la droite.

L'ACTU DES SECRÉTARIATS NATIONAUX

Fadela Amara et le carnaval de Nice des banlieues

Trois ans après le lancement à l'Elysée du Plan Espoir banlieues, Fadela Amara réunissait le 9 avril, les acteurs du monde associatif à Nice. « À entendre la secrétaire d'État tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. La réalité est plus sombre » affirme Marianne Louis, Secrétaire nationale à la politique de la ville. À l'espoir du plan banlieues s'est substitué un sentiment d'abandon du milieu associatif. « Fadela Amara annonce "du beau, du vert et du mieux-vivre" une semaine après que le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU a évoqué la fin des crédits du renouvellement urbain, l'échec de l'objectif de mixité dans les quartiers et l'absence d'une offre de logements accessibles » rappelle la SN qui conclut « La réalité de Fadela Amara est éloignée des évaluations et rapports effectués dans les quartiers qui confirment le décrochage social des habitants en ZUS. »

Grève à la SNCF

Le 7 avril, la CGT-Cheminots et Sud-Rail ont lancé une grève pour la défense du fret et contre la libéralisation du secteur ferroviaire. Le mouvement est reconduit depuis huit jours maintenant. « Cette situation traduit autant le désarroi des agents, que les difficultés que rencontre l'entreprise publique dans sa volonté de répondre aux enjeux de son développement comme aux aspirations de ses salariés, dans un contexte de constant désengagement de l'État, commente Bernard Soulage, Secrétaire national aux transports, le résultat est inacceptable, tant du point de vue des usagers, que de celui des agents ou de l'entreprise publique ». Alors que les négociations sont au point mort, le Parti socialiste appelle le gouvernement à « donner les moyens de la négociation à l'entreprise publique, afin d'avancer l'ouverture des nécessaires discussions avec l'ensemble des partenaires syndicaux de l'entreprise ».

Halte aux stigmatisations homophobes

Le cardinal secrétaire d'État Tarcisio Bertone a récusé le lien entre les cas de pédophilie dans le clergé et le célibat des prêtres, estimant que « le problème » était lié à « l'homosexualité ». Le Parti socialiste condamne ces propos inacceptables qui « révèlent l'affolant obscurantisme et l'insupportable corporatisme d'une partie des responsables religieux, face aux affaires de pédophilie au sein de l'Église », affirme Najat Vallaud-Belkacem, Secrétaire nationale aux questions de société. Pour le PS, cette stigmatisation des homosexuels est une expression de plus de « l'intolérance, des injustices, des discriminations et des violences » que subissent encore les homosexuels. « Il est temps de faire évoluer le droit français afin de garantir l'égalité entre les citoyen-nes et d'empêcher toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ».

LA VIE DU PARTI

L'actualité des événements qui rythment la vie militante

Du côté du Centre Condorcet

Dans le cadre de l'exposition universelle de Shanghai (1^{er} mai - 31 octobre), le Centre Condorcet propose deux sessions réparties sur quatre journées d'études (29 avril - 3 mai, 28 octobre - 1^{er} novembre) pour permettre notamment aux collectivités de maîtriser les nouvelles stratégies internationales à mettre en œuvre et de tirer les conséquences des échanges franco-chinois pour les territoires.

► Renseignements : Michel Dubois : dubois.condorcet@laposte.net Tél. : 06 84 80 17 18

Du côté de l'OURS

Dans son dernier numéro, l'OURS se penche sur l'ouvrage que Gilles Vergnon⁽¹⁾ consacre à un thème cher à la gauche, l'antifascisme. Cet ouvrage intitulé « L'antifascisme ne lassera pas ! » revient précisément sur les quatre grands cycles

qui caractérisent la lutte de la République contre les dictatures.

⁽¹⁾ L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen, Presses universitaires de Rennes, 2009, 234 pages, 17 euros

► Revue de L'Ours, 8 pages, 3,10 euros. Renseignements : L'Ours, 12 Cité Malesherbes 75009 Paris - Tél. : 01 45 55 08 60

Du côté du MJS

« Là où j'habite, là où je vis ». Après le débat national sur l'emploi des jeunes, qui avait abouti à la formulation de 14 propositions reprises par le PS, les Jeunes socialistes lancent leur deuxième débat « Perspectives 2012 » sur le thème du cadre de vie, du logement, de la mobilité et de l'accès aux biens et aux services. Jusqu'en juin, le forum attend vos contributions. Des débats seront organisés partout en France par les fédérations du MJS avec la participation d'intervenants extérieurs.

► Renseignements : perspectives2012.fr



L'info en continu

Benoît Hamon, 13|04|10

Retraites

« Nous ne sommes pas là pour faire des genuflexions devant Parisot ou d'autres, qui ont une responsabilité écrasante dans la situation économique et qui viennent nous faire la leçon ».

Jean-Christophe Cambadélis, 13|04|10

Hypoprésident

« Nous sommes passés de l'hyperprésident à l'hypoprésident. Nicolas Sarkozy est en baisse dans les sondages et dans sa majorité. Il est aujourd'hui dans une phase de primaire interne : il cherche à reconquérir son parti, ses parlementaires et son électorat. C'est dommageable pour l'intérêt de la France ».

Laurent Fabius, 14|04|10

Contribution

« Les banques devront apporter une contribution importante, sous la forme d'une taxe. C'est le principe du pollueur-payeur, compte tenu de leur responsabilité dans la crise, elles doivent participer au financement des retraites. Mais pas seulement les banques, l'ensemble des revenus financiers ».

Marisol Touraine, 14|04|10

Seniors

« Le problème des retraites n'est pas simplement une question d'équilibre financier. Pour le résoudre, il faut aussi aborder d'autres sujets plus larges à savoir, la question du marché de l'emploi, du travail des seniors et de la souffrance au travail ».

CONVENTION NATIONALE

Faites vivre le débat !

Jusqu'au 20 avril, vous pouvez contribuer aux ateliers de la Convention pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique sur la Coopol. Extraits d'interventions sur les six premiers ateliers

Atelier 1 : Un nouveau modèle de production pour sortir de la crise, une stratégie industrielle pour préparer l'avenir

Edouard

« Je suis allergique aux discours Parisot sur la compétitivité des entreprises françaises. À moins d'avoir les mêmes conditions de production que les pays "low cost", il faut se différencier sur la qualité et l'innovation ».

Seti

« Il faut mettre en application le respect d'un certain nombre de normes sociales et environnementales à l'entrée des produits chinois, indiens, etc., en Europe. Si ces normes ne sont pas respectées, il faut taxer ces produits ».

Julia

« Les 32 heures ou la semaine de 4 jours est une solution pour réduire le chômage. La droite se fourvoie avec ses heures sup' qui creusent les inégalités ».

Atelier 2 : Accélérer la mutation social-écologique de notre économie et de nos modes de consommation

Jean

« Il faut faire appel aux champs économique, anthropologique, sociologique, philosophique, éthique pour dessiner les contours d'une société durable qui libère l'homme et le responsabilise ».

Daniel

« Pourquoi ne pas utiliser la technique du "bonus-malus", plus acceptable socialement que toute taxe ou impôt ? »

Chantal

« Renvoyer sur les élus locaux la définition du " cahier des charges " d'une " agriculture durable ", ne signifie rien en l'absence d'une politique agricole clairement définie, qui ne saurait se borner à une aide supplémentaire à l'agriculture bio, ou à encourager les AMAP ».

Atelier 3 : Une politique énergétique pour la diversification, l'indépendance et la sécurité des approvisionnements

Michel

« L'industrie nucléaire, en raison de sa dangerosité potentielle, ne doit-elle pas échapper à la logique de profit à outrance trop largement répandue ? »

Vincent

« Comparé à la Grande-Bretagne, notre pays affiche un grand retard dans l'équipement en hydroliennes. Sachons profiter de notre situation privilégiée ! »

Chantal

« Les municipalités pourraient un peu moins illuminer les monuments, et les élus du PS pourraient donner l'exemple. Les magasins pourraient éteindre les lumières la nuit quand les rues sont quasi désertes ».

Atelier 4 : Commerce international : quelles politiques pour un juste échange ?

Jacques

« Il est indispensable de réviser totalement les règles du jeu arrêtées par l'OMC. Les nouvelles règles doivent permettre aux PMA de protéger leur indépendance alimentaire, de transformer sur place leurs produits d'exportation et d'accéder aux marchés développés dans des limites à arrêter ».

Robert

« Intégrer à l'OMC la société civile et les ONG permettrait de prendre en compte les intérêts des plus pauvres et la préservation de la planète ».

Ellen

« Le travail doit être aussi mené au niveau européen au sein du PSE. Nos camarades allemands pourraient se rendre compte que le prix de la compétitivité est lourd pour eux ».

Atelier 5 : La recherche et l'innovation au service d'une nouvelle croissance

Louis

« Il faut mettre fin au mythe des "réformes à moyens constants", sortir l'enseignement supérieur de sa position de variable d'ajustement pour le situer à un rang prioritaire ».

Guillaume

« Replacer l'université au cœur de nos villes, le savoir au centre de nos vies, la connaissance comme pilier de notre vivre-ensemble ».

Michel

« La curiosité, scientifique en particulier, est dans nos gènes. Le hic est que les moyens ont considérablement augmenté dans bien des disciplines où il n'est plus question de progresser sur un coin de paillasse avec une boîte de "Petit savant 2000". Le choix de la communauté nationale, incarnée dans l'État, d'investir dans la recherche doit être un choix politique. Philosophique presque ».

Atelier 6 : Des outils pour la continuité professionnelle

Christophe :

« Développons la formation continue pour lutter contre le déclassement, pour ceux qui n'ont pas trouvé un premier emploi à leur mesure ou qui doivent se réorienter ».

Suzanne

« Les organismes de formation dont les fonds sont gérés paritairement par les syndicats sont utilisés par les salariés déjà en entreprise. Ne serait-il pas possible que les jeunes sans formation puissent bénéficier aussi de ces structures ? »

Philippe

« Il faut se battre pour ne plus laisser à la charge de la communauté la formation, mais exiger que le licenciement soit contraint par la formation obligatoire, orientée sur les activités de l'entreprise ou sur ses filiales ».

PS



Pétition nationale

Associations menacées !

**Sport, éducation populaire, économie sociale et solidaire...
Et si les collectivités territoriales n'existaient pas ?**

La politique menée depuis plusieurs années par la droite au pouvoir, et particulièrement depuis 2007 par Nicolas Sarkozy, menace la vitalité associative de notre pays, ce que la gauche n'a cessé de dénoncer en exprimant, à de nombreuses reprises, ses préoccupations quant aux coups portés au mouvement sportif, à l'éducation populaire et à l'économie sociale.

La vie associative est cruciale pour notre société. Vingt millions de Français dont 14 millions de bénévoles sont membres d'une association et engagés dans la construction de projets collectifs portés par ces associations.

Le désengagement cynique de l'État, la casse des services publics locaux, la baisse des moyens financiers alloués aux associations menacent l'avenir du mouvement associatif.

Les collectivités territoriales dirigées par la gauche ont pallié dans l'urgence ces mesures dévastatrices, par des politiques locales, volontaristes, responsables et soucieuses des besoins quotidiens des Français. Mais la capacité des collectivités territoriales à financer et accompagner les projets portés par le mouvement associatif est aujourd'hui mise en danger par l'étranglement financier des collectivités locales et par le projet de réforme des collectivités territoriales. Le soutien local au sport, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire en sera gravement affecté.

Cette destruction programmée du paysage associatif justifie que tous les citoyens se mobilisent et s'y opposent.

Ensemble :

- **Nous exigeons le retrait des projets territoriaux du gouvernement qui menacent la vitalité du mouvement, des valeurs et des projets associatifs ;**
- **Nous voulons des pouvoirs publics engagés auprès des associations, pour soutenir leurs actions, essentielles pour les Françaises et les Français.**

Il faut non seulement maintenir mais aussi développer sur tout le territoire, au plus près des citoyens, le sport, l'éducation populaire, l'ensemble des services d'intérêt général portés par les associations, piliers essentiels de la cohésion sociale et de la vitalité démocratique.

Liste des premier-e-s signataires :

Martine Aubry, Première secrétaire du PS, **Edwige Avice**, ancienne ministre des Sports, **Laurent Fabius**, député de Seine-Maritime, **Élisabeth Guigou**, députée de Seine-Saint-Denis, **Claudy Lebreton**, président de la FNESR, président du Conseil général des Côtes d'Armor

Farida Boudaoud, Secrétaire nationale vie associative et ESS, **Brigitte Bourguignon**, Secrétaire nationale sport, **Bruno Julliard**, Secrétaire national à l'éducation

Hamou Bouakkaz, adjoint au Maire de Paris, chargé de la vie associative, **Bernadette Bourzai**, sénatrice de la Corrèze, **Patrick Bloche**, député de Paris, **Maryvonne Blondin**, sénatrice du Finistère, **Valérie Fourneyron**, députée de la Seine-maritime, **Régis Juanico**, député de la Loire, **Serge Lagache**, sénateur du Val-de-Marne, **Jack Lang**, député du Pas-de-Calais, **Bruno Leroux**, député Seine-Saint-Denis, président de la Fédération nationale Léo Lagrange, **Marie Richard**, conseillère régionale, maire de La Ferté-sous-Jouarre, **Michel Sergent**, sénateur du Pas-de-Calais, **Catherine Tasca**, sénatrice des Yvelines, **Catherine Trautmann**, députée européenne

Romain Barras, 5^e aux Jeux olympiques de Pékin, (décathlon), **Maxime Beaumont**, membre de l'équipe de France de kayak, membre de l'équipe olympique, **Mathieu Beugnet**, champion d'Europe de marathon en canoë-kayak (course en ligne), membre de l'équipe olympique, **Vanessa Boubryemm**, 7^e aux Jeux olympiques de Pékin en lutte féminine, championne de France et d'Europe (de lutte féminine), **Stéphane Caristan**, ancien champion du monde de 60 mètres en salle, ancien champion d'Europe 110 mètres haies, directeur des équipes de France d'athlétisme, adjoint au maire de Créteil, **Kader Chekhemani**, vice-président de la région Haute-Normandie en charge du sport, ancien champion d'athlétisme, **Marie Delattre**, médaillée de bronze de canoë-kayak (course en ligne) aux Jeux olympiques de Pékin, porte-parole de l'équipe olympique du Pas-de-calais pour les JO de Londres, **Didier Hoyer**, double médaillé olympique aux JO de Los Angeles et Barcelone, 5 fois médaillé aux championnats du monde, président du club de canoë-kayak de Boulogne sur mer, **Lise Legrand**, médaillée de bronze Jeux olympiques d'Athènes, présidente Comité régional de lutte, **Bernard Grosgeorge**, entraîneur national à la Fédération française de basket-ball, **Roxana Maracineanu**, championne du monde de natation, vice championne olympique, conseillère régionale Ile-de-France, **Thomas Smart**, champion d'Europe en canoë-kayak (course en ligne), membre de l'équipe olympique

Didier Bezace, acteur, metteur en scène

Rejoignez-nous!

**SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION EN LIGNE SUR :
defendonsnosterritoires.fr**